



## **COMMUNIQUÉ DU CONSEIL FEDERAL**

Le Conseil Fédéral, regroupant l'ensemble des syndicats nationaux de la Fédération des Finances Force Ouvrière, s'est réuni à Paris ce 5 Décembre 2012.

La situation générale du pays et le contexte social dans toutes les directions des ministères économique, financier et industriel, mais également dans le secteur semi-public, ont fait l'objet d'un large débat.

Le Conseil Fédéral FO Finances fait le constat que la crise économique, subie par les actifs et les retraités, met à mal les fondements de notre République et de ses services publics.

C'est pourquoi, il condamne l'amputation de la dépense publique de 60Mds d'€ supplémentaires dans les cinq années à venir, qui ne pourra qu'aggraver la situation.

### **Affirmer le caractère prioritaire de toutes les missions pour préserver les emplois**

Le Conseil Fédéral FO Finances constate qu'au delà de la fin annoncée de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la Réforme de l'administration territoriale de l'État (Réate), toutes les réorganisations engagées depuis cinq ans, dans toutes les directions et dans les établissements publics, ne sont nullement remises en cause.

Bien au contraire, une nouvelle vague de réformes est en préparation sous le nouveau vocable de Modernisation de l'Action Publique (MAP) et avec l'acte III de la décentralisation.

Il rejette les « démarches stratégiques » mises en œuvre dans certaines directions, simple habillage pour justifier la poursuite des suppressions d'emplois, des missions, et des fermetures de services.

Le Conseil Fédéral FO Finances exige l'ouverture d'une véritable concertation sur les enjeux des services publics économique, financier et industriel.

Le Conseil Fédéral FO Finances réaffirme le caractère prioritaire des missions et des emplois dans les ministères économique, financier et industriel, pour la bonne gestion des finances publiques.

Il rejette avec la plus grande fermeté les 2 353 nouvelles suppressions d'emplois et la baisse des crédits de fonctionnement de 7% dans le projet de Loi de Finances 2013, qui dégradent le service rendu aux usagers, aggravent les conditions de travail, la santé, la sécurité des agents et accentuent le mal être au travail.

## **Revaloriser les traitements - Améliorer les déroulements de carrière**

Le Conseil Fédéral FO Finances condamne la politique d'austérité salariale menée depuis plusieurs années et exige la revalorisation du point d'indice, élément central et prioritaire du traitement.

Le Conseil Fédéral FO Finances revendique la revalorisation de l'ensemble des grilles indiciaires.

Il exige une augmentation immédiate de l'indemnité des frais de déplacement.

Le Conseil Fédéral dénonce la volte face ministérielle sur le dossier des promotions internes et exige pour les années à venir un plan de promotions à la hauteur de la technicité reconnue des agents.

Il demande l'accès linéaire au 8<sup>ème</sup> échelon du dernier grade de la catégorie C administrative.

Le Conseil Fédéral FO Finances exige l'abrogation du jour de carence.

## **Réaffirmer la spécificité ministérielle**

Le Conseil Fédéral FO Finances réaffirme son opposition aux nouvelles règles de la représentativité syndicale.

Il constate qu'un an après la mise en place des nouvelles instances représentatives, leur fonctionnement a dégradé le dialogue social.

Pour le Conseil Fédéral FO Finances, le dialogue social ne peut occulter la spécificité des missions économiques, financières et industrielles et l'investissement professionnel des agents qui les accomplissent.

Le dialogue social ne peut faire l'impasse d'une véritable approche ministérielle.

Le Conseil Fédéral FO Finances appelle les agents à participer massivement à toutes les actions de mobilisations et de grèves sur les revendications Force Ouvrière, dans toutes les directions du ministère et dans les établissements du secteur semi-public.

**Adopté à l'unanimité**